

LES GOUVERNEMENTS CRÉANCIERS

Depuis le début de la crise de l'endettement en 1982, les gouvernements des pays industrialisés prêteurs ont soutenu les efforts déployés en vue de résoudre le problème, mais ont en général préféré ne pas intervenir directement. Ils ont, entre autres mesures, appuyé les initiatives du FMI et des banques multilatérales de développement. Ils ont rééchelonné leurs créances par l'intermédiaire du Club de Paris, au moyen d'ententes entre les pays débiteurs et le FMI; ils ont privilégié l'approche «cas par cas» proposée par le Fonds. Ils ont encouragé les banques commerciales à rééchelonner leurs encours de prêts et à prêter de nouveaux capitaux aux pays débiteurs «problématiques»; certains d'entre eux, dont le Canada, ont invité leurs banques à se protéger en augmentant leurs réserves et en améliorant leur ratio fonds permanents/actifs. Enfin, ils ont exhorté les gouvernements des pays débiteurs à corriger leurs politiques économique et budgétaire. Les gouvernements des pays de l'OCDE se sont généralement montrés favorables aux propositions du Plan Baker de 1985, tout en se gardant bien de cautionner certaines mesures jugées trop radicales, telles les radiations généralisées de dette. Quelques gouvernements créanciers, dont le Canada, ont accepté d'effacer des parties plus ou moins importantes de la dette publique de certains pays d'Afrique à faible revenu.

L'accès aux marchés des pays créanciers

De toutes les solutions proposées pour résoudre le problème de la dette, la plus efficace à long terme pour ramener la dette à des proportions acceptables consisterait pour les pays de l'OCDE à accepter d'éliminer les barrières commerciales. En effet, s'ils veulent assurer plus facilement le service de leur dette, les pays débiteurs doivent pouvoir accumuler des devises et, partant, accroître considérablement leurs exportations.

Il faut admettre toutefois que les difficultés qu'éprouvent les pays débiteurs latino-américains et africains à augmenter leurs recettes d'exportation et à se doter d'un marché extérieur diversifié découlent parfois de leur propre politique commerciale, trop autarcique et protectionniste. Les pays emprunteurs d'Asie qui, comme la Corée, se sont dotés de solides industries d'exportation, n'ont pas eu les mêmes problèmes de remboursement. Il ne faut pas oublier non plus que certains problèmes sont directement liés aux politiques intérieures des pays, notamment en matière de change. Or, alors même que les pays en développement ont un pressant besoin d'excédents commerciaux pour pouvoir accumuler des